**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** Burkina Faso,

**TYPE DE RAPPORT: annuEl :**

**ANNEE DE RAPPORT:**  2020

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet:** Programme d’appui à la prévention des conflits et de l’extrémisme violent dans les zones frontalières du Bénin, du Burkina et du Togo  **Numéro Projet / MPTF Gateway:**  **N° :**  **00120378** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **OIM (Agence coordinatrice)**  **PNUD** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 04/03/2020  **Date de fin de projet:** 08/08/ 2021  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **OIM :** $ 1.275 Mio USD (Burkina Faso), $ 0.5 Mio USD (Bénin), ), $ 0.2 Mio USD (Togo)  **PNUD**: $ 0.9 Mio USD (Bénin), $ 0.4 Mio USD (Togo)  **Total PBF :** $ 3.275 Mio USD  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 8%  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgétisation sensible au genre:**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 495,097 USD soit 5% du budget  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 40609.00 | |
| **Marquer de genre du projet: 1**  **Marquer de risque du projet: 2**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): 2.3 Prévention/gestion des conflits** | |
| **Préparation du rapport:**  Rapport préparé par: Equipe technique inter-agence sous la coordination du Coordonnateur du Projet  Rapport approuvé par:  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet** *Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achev**ées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères)*

Les activités préparatoires ont été finalisées. En marge de l’étude de référence du projet qui est en cours de réalisation, les contractualisations ont été faites avec les partenaires de mise en œuvre dont certains sont déjà opérationnels sur le terrain. Les rencontres d’information et de présentation du projet aux différents acteurs (étatiques, communautaires et OSC) ainsi que les rencontres de cadrage et d’harmonisation des stratégies d’intervention avec les partenaires opérationnels et les institutions étatiques ont été organisées dans la zone de couverture du projet. Bien que démarré dans les trois pays (Burkina Faso, Togo, Bénin), l’état d’avancement et les approches de mise en œuvre des activités varient en fonction du contexte sécuritaire des pays et des mesures sanitaires et sécuritaires prises dans chaque pays. L’étude de référence du projet est en cours de finalisation. Des sessions de sensibilisation et d’information des autorités administratives, des élus locaux, des forces de défense et de sécurité, des autorités coutumières et des leaders religieux sur la cohésion sociale et le vivre ensemble ont été menées dans toute la zone d’intervention du projet. Dans chaque pays, les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits ont été identifiés et leur renforcement est en cours via des sessions de formation des membres. Les fondations d’un mécanisme transfrontalier d’alerte précoce sur les conflits communautaires, les risques de radicalisation et d’extrémisme violent sont créés dans les trois pays. Pour le renforcement de l’autonomie des femmes et des jeunes, les activités capitales pour le renforcement de l’autonomie des femmes et des jeunes ont été menées notamment au Burkina Faso à travers la réalisation d’une étude sur les créneaux porteurs d’emploi et l’évaluation des besoins des municipalités en matière d’état civile. Les résultats de cette étude sur les créneaux porteurs seront utilisés pour orienter les jeunes dans leurs choix entrepreneuriaux. En collaboration avec les municipalités, les lieux publics à éclairer dans les trois pays ont été identifiés. Des consultations ont également été tenues avec les différents acteurs (étatiques, communautaires et OSC), notamment au Burkina Faso, et ont permis de redéfinir certaines approches portant sur comment mener les activités dans les zones classées « rouge » au regard de la situation sécuritaire particulière. L’option retenue est de se baser sur les mairies pour parvenir à cette fin.

*Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):*

Au cours des six prochains mois il est prévu

* des actions de sensibilisation des leadeurs religieux au Burkina Faso,
* la tenue d’émissions radiophoniques sur les thèmes li*é*s à la paix (table ronde, débats, jeux, théâtre radiophonique etc) par l’Observatoire National des Faits Religieux au Burkina Faso.
* L’établissement et le renforcement des centres secondaires d’état civil pour leur opérationnalisation dans les six communes frontalières au Burkina Faso avec l’appui de la Direction Générale de la Modernisation de l’Etat Civil ;
* L’organisation de caravanes de la paix et de fora des jeunes au Burkina Faso,
* L’organisation d’activités d’intérêts publics, de journées de cohésion sociale etc., pour renforcer la confiance entre les FDS et la population (au Togo et au Bénin). la cartographie des secteurs porteurs d’emplois (au Togo et au Bénin),
* l’élaboration et l’édition des guides de gestion des conflits communautaires (au Bénin et au Burkina).
* La sélection, la formation et la dotation des jeunes et des femmes en kits d’installation pour l’entreprenariat (dans les 3 pays) .
* - la mise en place de cadres de concertation/dialogues, Communaux / transfrontaliers (dans les 3 pays),
* L’installation de kits solaires dans les zones d’insécurité identifiées par les communes (dans les 3 pays) ,

Les activités transfrontalières ne pourront être réalisées qu’avec l’ouverture des frontières

*POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :*

*Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activit**és individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):*

N/A

*En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):*

L’implication des autorités administratives et des élus locaux dans les toutes activités du projet, le renforcement des capacités des membres des mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits, des membres des médias et des acteurs des OSC sur les diverses thématiques liées à la prévention des conflits et de prévention de l’extrémisme violent ont permis une familiarisation sur les sujets tels que les droits humains, le genre, la cohésion sociale, la consolidation de la paix, la prévention et la gestion des conflits, la radicalisation et la prévention de l’extrémisme violent. Ces acteurs ont pu améliorer leurs connaissances et ont une meilleure perception sur lesdites thématiques et pourront ainsi améliorer leurs pratiques en la matière afin d’engendre des changements positifs au sein de leurs communautés.

Ces activités de renforcement de capacités ont fourni des outils nécessaires aux membres des comités locaux de prévention et lutte contre l’extrémisme violent pour leur participation dans la gestion effective des conflits communautaires ainsi que dans l’identification des vulnérabilités pouvant exposer particulièrement les jeunes et les femmes à l’extrémisme violent.

Au Bénin, l’identification des lieux publics à risques et la mise en place du mécanisme d’alerte dans les cinq communes ont permis d’informer les populations sur les défis sécuritaires de la zone ainsi que la nécessité d’une synergie d’action sur le plan communautaire et transfrontalier dans la lutte contre les conflits et l’extrémisme violent.

Pour le moment, l’effet notable se résume à la compréhension des objectifs du projet par les parties prenantes (autorités administratives, élus locaux et leaders des OSC) et leur adhésion au processus.

D’ici la fin du projet, l’impact humain réel pourra être documenté. Par exemple le renforcement des capacités des membres faisant partie des mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits pourra déterminer si ces derniers se sont appropriés les connaissances et les appliquent.

La prise en compte des besoins et préoccupations des jeunes et des femmes dans la vie sociale et politique devraient impacter ces catégories de populations. A la fin du projet, les témoignages de ces derniers devraient pouvoir faire ressortir cet impact dans leurs actions futures.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** **Les mécanismes locaux de dialogue, de prévention et de résolution des conflits sont renforcés pour une meilleure prise en charge des facteurs et risques de mobilisation par les groupes extrémistes**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **ON Track**

**Resumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Les actions menées au cours de la période ont essentiellement porté sur le renforcement de la fonctionnalité des mécanismes endogènes inclusifs de dialogue, de prévention et de résolution des conflits communautaires, la mise en place d’un mécanisme transfrontalier d’alerte précoce des conflits communautaires, des risques de radicalisation et d’extrémisme violent, mais aussi des actions d’information et de sensibilisation à l’endroit des communautés, des élus locaux et des autorités administratives.

Ainsi, au Burkina Faso, 44 membres des Observatoires Régionaux de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires dont cinq Femmes ont été installés et formés dans les régions de l’Est et du Centre-est. L’Observatoire National des Faits Religieux (ONAFAR) a désigné, installé 32 personnes comme points focaux et les a formé sur le rôle et les missions de l’institution. De plus, 38 acteurs des média dont 12 femmes dans la zone du projet et les acteurs des OSC intervenant dans le domaine de la consolidation de la paix ont été formés. Ces différentes formations ont porté sur les thèmes liés à la paix tels que le genre, les droits humains, la cohésion sociale, la consolidation de la paix et le vivre ensemble. Les évaluations post-test des différentes formations ont permis de constater une amélioration des connaissances des participants sur les thématiques abordées.

Au Bénin, les capacités de 46 membres des Comités locaux de Paix chargés de la prévention et de la gestion des conflits des communes de Matéri, Cobly, Boukoumbé, Tanguiéta et Natitingou, des membres de la Coalition Nationale pour la Paix et des Comités Départementaux de Paix de l’Ataccora ont été renforcés sur les valeurs de paix et de vivre ensemble dans les localités ciblées par le projet. Il y a eu l’organisation de trois séances de sensibilisation des acteurs sur la maladie à coronavirus 2019 et les gestes barrières / mesures prophylactiques, (ii) comment mobiliser les acteurs en conflits autour d’initiatives communautaires de promotion des mesures de riposte contre la pandémie de la COVID-19, (iii) et comment faire le plaidoyer pour l’accès inclusif de tous, notamment les couches en situation de vulnérabilité en raison des conflits, aux mesures de riposte contre le COVID-19. Ces sessions de sensibilisation ont permis aux leaders religieux d’appréhender les enjeux et de mieux internaliser les thématiques abordées. 30 leaders religieux ont pu prendre part aux trois sessions organisées dans ce sens. Il y’a eu également la diffusion et le partage à travers les médias locaux des bonnes pratiques en matière de gestion des conflits et de prévention de l’extrémisme violent dans les localités frontalières ciblées. Commencée en octobre 2020, cette activité va s’étendre jusqu’en fin décembre 2020.

Au Togo, les mécanismes de prévention et de résolution de conflits que sont les Comités préfectoraux et communaux de prévention et de lutte contre l’extrémisme violent (CPPLEV) ont vu leurs capacités renforcées grâce à la formation tenue les 7 et 8 octobre 2020 à Dapaong. Au cours de cette formation, 60 participants dont 12 femmes ont été entretenus sur les modules tels que l’approche globale dans la prévention et la lutte contre le terrorisme et l’extrémisme violent, le système d’alerte précoce et la prévention de l’extrémisme violent, les principes de la médiation communautaire, le leadership transformationnel et la dynamique du groupe.

Il faut également noter que dans ces deux derniers pays, les bases de la mise en place du mécanisme transfrontalier d’alerte précoce des conflits communautaires, des risques de radicalisation et d’extrémisme violent ont été jetées et sont opérationnels. En effet, les différents mécanismes locaux (Comité locaux de paix et coalition départementale de paix au Bénin et les Comités préfectoraux et communaux de prévention et de lutte contre l’extrémisme violent au Togo) une fois opérationnalisés à travers les formations/sensibilisation, seront interconnectés en plus de ceux qui seront redynamisés au Burkina Faso, pour créer un mécanisme transfrontalier d’alerte précoce et de prévention de l’extrémisme violent dans la zone du projet. Cela permettra d’aboutir à un cadre de concertation communautaire puis transfrontalier. De ce fait, toutes les couches sociales pertinentes (leadeurs religieux, coutumiers, autorités administratives, OSC) qui doivent être intégrées aux mécanismes de prévention et de gestion des conflits ont été associées. Au Burkina Faso, le processus de mise en place de ce dispositif est en élaboration en étroite collaboration avec la Commission Nationale des Frontières qui élabore actuellement des Termes de Référence dans cette optique.

***Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :*** *(Limite de 1000 caractères)*

Le projet prête une attention particulière aux sensibilités concernant les femmes et les jeunes (18-35 ans). Ainsi, toutes les actions entreprises à l’image des formations citées ci-dessus auxquelles 29 femmes ont pris part dans les trois pays, connaissent la présence des femmes et des jeunes afin de faire représenter toutes les sensibilités dans ces structures de prévention et de gestion des conflits au niveau local.

**Résultat 2: Les populations les plus vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, sont appuyés pour renforcer leur résilience socioéconomique.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **On Track**

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Les activités capitales pour le renforcement de l’autonomie des femmes et des jeunes ont été menées notamment au Burkina Faso à travers la réalisation d’une étude sur les créneaux porteurs d’emploi et l’évaluation des besoins des municipalités en matière d’état civil. En effet, pour mieux orienter les jeunes et les femmes dans leurs choix entrepreneuriaux, le projet à procédé à la conduite d’une étude dans la zone d’intervention du projet afin d’identifier les filières dont les bénéficiaires peuvent créer des entreprises viables afin de renforcer leur autonomie financière. L’étude a pu identifier quatre (4) secteurs d’activités, dont en moyenne 40 métiers porteurs dans chacune des provinces de la Kompienga et du Koulpélogo avec 15 métiers/filières d’intérêt des jeunes et des femmes : Ce sont les secteurs de l’agriculture, l’élevage, l’artisanat et le commerce. Les jeunes qui seront sélectionnés avec l’implication des autorités communales et formés par l’ONG partenaire d’exécution qu’est le Conseil Nationale de la Jeunesse, auront ainsi une orientation adéquate pour conduire des activités génératrices de revenus et ainsi se rendre moins vulnérables aux tentatives de détournement par les groupes armés. Un processus similaire à celui décrit ci-dessus au Burkina est en cours au Togo et au Bénin.

Par ailleurs, pour répondre à la faiblesse de l’accès des communautés aux services d’Etat civile dans les communes d’intervention au Burkina Faso, le projet a commandité au cour du mois d’octobre une mission d’évaluation des services d’état civiles, conduite par la Direction Générale de la Modernisation et de l’Etat Civil au Burkina Faso (DGMEC) en vue d’évaluer les centres secondaires déjà existants et également identifier les besoins existant en vue d’y apporter une solution. A l’issue de cette évaluation, il se trouve que les centres secondaires d’état civil sont tous créés sur arrêté dans les différentes communes mais il y a un manque de matérialisation dû essentiellement au manque de personnel qualifiés et d’équipements. De ce fait, l’évaluation note une recommandation de la DGMEC que conformément à la logique de modernisation de l’Etat civil au Burkina Faso, tous les centres de santé deviennent des centres secondaires d’Etat civil. Il est alors nécessaire de les d’équiper en matériel d’enregistrement de faits d’Etat civile (naissances/décès) et les doter de connexion. Il faut également procéder au renforcement des capacités des acteurs dans le domaine de l’enregistrement et de production de faits d’état civil à travers la technologie intégrée pour la modernisation de l’état civil.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les bénéficiaires des actions d’autonomisation seront essentiellement les jeunes et les femmes qui constituent les couches les plus vulnérables dans ce contexte d’insécurité. De ce fait, l’accompagnement des bénéficiaires (la sélection, la formation, sensibilisation, etc,) dans ce processus d’autonomisation sera confié au Burkina Faso au Conseil National de la Jeunesse, qui est à une ONG de jeunes. De plus, l’étude sur les créneaux porteurs a intégré une dimension genre en mettant en place une parité homme/femme pour les jeunes à enquêter. Cela permettra de mieux prendre en compte les vraies préoccupations des jeunes (hommes et femmes).

**Résultat stratégique 3: La perception de l’insécurité est réduite grâce à un environnement plus sûr**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **On Track**

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Pour réduire la perception de l’insécurité au sein des communautés, le projet à prévu de procéder dans le prochain semestre à l’organisation d’activités ludiques et de journées spéciales de rapprochement des forces de défense et de sécurité et la population, sous la coordination des autorités locales, mais aussi d’éclairer des lieux publics fortement fréquentés par les populations.

Pour ce faire et au regard de la situation sécuritaire dans les communes d’intervention au Burkina Faso, il a été procédé à la mise en place du comité technique communal composé de représentants des élus locaux, de FDS et des OSC, chargé de l’identification des lieux publics dans chacune des communes d’intervention au Burkina sous l’égide de la mairie. Ce sont ces comités qui auront la charge d’identifier sur la base de critères consensuels, les lieux à éclairer et le suivi des travaux d’installation de kits solaires.

Au Bénin et au Togo, respectivement 26 et 4 lieux publics ont été identifiés avec la participation des leaders communautaires, religieux, les jeunes, les autorités locales (Maires, préfets) et les membres des mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits. Au Togo, 3 lieux publics ont finalement été retenus comme étant les zones les plus à risque. Il s’agit des préfectures de Cinkansse (commune 1, village de Koultambe : 4 lampadaires, village de zoumbeko : 2 lampadaires), la préfecture de Tône (Commune de Tône1 et de Tône2 pour le Village de Tchéglé : 03 lampadaires et le Village de Kpatchiengbane : 03 lampadaires. Ces lieux ont ensuite été hiérarchisés et visités par les membres des comités pour la collecte des coordonnées GPS aux fins de faciliter l’installation des lampadaires solaires.Au Bénin, le processus d’acquisition est cumulé avec le processus d’installation ce qui dépendra de la validation du rapport de l’identification des lieux car les besoins exprimés dépassent les prévisions du projet. Cela permettra de combler quelque peu les besoins des communautés en la matière et augmentera leur sentiment de sécurité.

Concernant le renforcement de la confiance mutuelle et la coopération entre les populations, les autorités et les FDS à travers des mécanismes de dialogue permanents, une consultation a été conduite en octobre 2020 au Burkina Faso avec les maires, les préfets et les OSC des communes concernées afin d’identifier les approches adéquates de mise en œuvre de ces actions pour assurer une participation effective des populations. L’une des principales recommandations de l’atelier de consultation est de confier l’organisation des activités aux mairies qui procéderont à l’invitation des FDS pour y prendre part. Cette approche a été privilégiée pour réduire le risque de méfiance de la part des populations de répondre à l’invitation des FDS si l’organisation des activités se faisait avec le lead de ces dernièrs comme initialement prévu dans le document de projet. Cette méthodologie assurera également la visibilité de la gouvernance et responsabilité civile du processus,

***Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :*** *(Limite de 1000 caractères)*

Par ses actions, le projet contribue à créer un environnement de sécurité physique pour les femmes notamment parce que l’un des critères de ciblage des lieux à éclairer sera leur fréquentation par les femmes. De ce fait, cet éclairage permettra aux femmes de retourner à leurs résidences les soirs après les journées de réalisations de leurs activités génératrices de revenu en sécurité. L’éclairage de ces lieux permettra également aux jeunes (élèves) des villages ciblés d’améliorer leur rendement scolaire (parce qu’ils pourront faire la révision de leurs cours les soirs) et d’organiser des activités récréatives en toute sécurité. Tout cela évite à long termes, que les jeunes se retrouve dans des conditions qui favorisent leur enrôlement dans des groupes armés. Il est prévu dans les sessions de sensibilisation de rappeler aux femmes et aux jeunes que malgré l’installation d’éclairage public, ils sont les premiers responsables de leur propre sécurité.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)  *sorties terrain pour la conduite et/ou le suivi des activités.* | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ?  Oui, mais certains indicateurs devront être confirmés/complétés par l’étude de base en cours.  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? NON |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 66,495 USD  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:      N /A |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur: Montant ($): |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | La dégradation de la situation sécuritaire au Burkina Faso a nécessité une révision des approches de réalisation de certaines activités. En effet, toutes les communes d’intervention sont classées rouge par le SNU au Burkina Faso. De ce fait, la principale recommandation issue des consultations avec les acteurs est de confier l’organisation des activités aux mairies dans les communes d’intervention. Ceci n’implique pas une allocation financière aux mairies, mais plutôt une collaboration pour l’organisation des activités et un appui technique pour la mise en œuvre. Pour la mise en œuvre de ces recommandations, des comités seront mis en place dans chaque commune sous la responsabilité des maires et serviront d’organes d’exécution et de suivi des activités du programme dans lesdites communes. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

Achats de kits d’hygiène pour lutter contre la COVID-19 (masques, gel hydro alcooliques, lave main) dans le cadre de la mise en œuvre des activités de formations au Burkina Faso. Également des séances de sensibilisation ont été organisées au profit des Comités Communaux de Paix sur la prévention de l’extrémisme violent combinée avec la lutte contre la pandémie de la COVID-19. À la suite de l’avènement de la pandémie de la COVID-19, le projet s’est ajusté au contexte. Pour toutes les activités nécessitant un regroupement, des masques, des gels ont été mis à la disposition des participants et le respect des mesures barrières a été instauré.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  **Les mécanismes locaux de dialogue, de prévention et de résolution des conflits sont renforcés pour une meilleure prise en charge des facteurs et risques de mobilisation par les groupes extrémistes.** | Indicateur 1.1  **% de mécanismes locaux dans les zones frontières intégrant régulièrement dans leurs cadres de concertation, des échanges sur les facteurs favorisant la mobilisation par les groupes extrémistes. )** | **A déterminer (étude de base)** | **80%** |  | **00%** |  |
| Indicateur 1.2  **% de mécanismes locaux (de dialogue, de prévention et de résolution des conflits) soutenus qui sont satisfaits des actions de renforcement des capacités (ventilé par pays, par types d’acteurs, par types d’appui -formation, équipement, encadrement).** | **0%** | **95%** |  | **00%** |  |
| Indicateur 1.3  **% d’acteurs clés interviewés déclarant que le risque de mobilisation des cibles potentiels par les groupes extrémistes est très faible dans leurs communautés. (Ventilé par pays, par type d’acteurs et par genre et par tranche d’âge)** | **A déterminer (étude de base)** | **100%** |  | **00%** | **A préciser à l’issue de l’évaluation du projet** |
| Produit 1.1  **Des mécanismes endogènes inclusifs de dialogue, de prévention et de résolution des conflits communautaires sont fonctionnels et efficaces.** | Indicateur 1.1.1  **% de mécanismes endogènes soutenus (de dialogue, de prévention et de résolution des conflits communautaires) qui réalisent au moins 75% des activités de leurs plans d’actions annuels. (Ventilé par pays).** | **00** | **100%** |  | **00%** | **A préciser à l’issue de l’évaluation des premiers plans d'actions du projet** |
| Indicateur 1.1.2  **Nombre d’étude de démarrage réalisé.** | **01** | **01** | **1** | **1** | **100%, étude en cours de finalisation** |
| Indicateur 1.1.3  **Nombre d’acteurs des mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits formés sur les mécanismes de prévention et de résolution pacifique des conflits (ventilé par pays, par sexe, par tranche d’âge,)** |  | **A déterminer (étude de base)** | **81** | **150, dont 44 au Burkina, 46 au Bénin et 60 au Togo, 29 femmes** | **les formations en cours** |
| Indicateur 1.1.4  **Pourcentage d’acteurs des mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits formés ayant réussi à aux l’évaluations finales des formations (ventilé par pays, par sexe, par tranche d’âge)** | **A déterminer (prétest des formations)** | **60%** | **100%** | **100%** | **100% des personnes formées ont réussi aux post test** |
|  | Indicateur 1.1.5  **Nombre de mécanismes endogènes bénéficiant d’un appui (technique et financier) pour l’élaboration et la mise en œuvre de plans annuels d’activités.** | **0** | **A déterminer (étude de base)** | **14** | **4** | **Tous les mécanismes à acompagner ne sont pas encore identifiés** |
|  | Indicateur 1.1.6  **Nombre de visites de suivi réalisées à l’endroit des mécanismes endogènes soutenus..** | **0** | **A déterminer (étude de base)** | **14** | **2** |  |
|  | Indicateur 1.1.7  **Nombre d’exemplaires de guides de gestion des conflits communautaires reproduit et diffusé (ventilé par types et par )pays).** | **0** | **1000** | **0** | **0** | **Activité prévu pour le prochain semestre** |
| Produit 1.2  **L’Administration, les FDS et les populations de la zone coopèrent de façon efficace dans la prévention de l’extrémisme violent et du radicalisme.** | Indicateur 1.2.1  **Qualité de la coopération population-FDS** | **Faible** | **Très bonne** |  |  | **Activité prévu pour le prochain semestre** |
| Indicateur 1.2.2  **# comités locaux de prévention mis en place** | **0** | **18** | **18** | **8** | **le processus est en cours au Burkina Faso** |
| Indicateur 1.2.3  **# de membres des comités locaux de prévention formés.** | **00** | **450** | **450** | **150** | **Activité prévu pour le prochain semestre** |
| Indicateur 1.2.4  **# de réseau les comités locaux de prévention** | **0** | **01** | **0** | **0** | **Activité prévu pour le prochain semestre** |
| Produit 1.3  **Des actions d’information, de sensibilisation et de communication sont menées pour un changement positif de comportement des populations face aux conflits et a l’extremismeextrémisme violent. e** | Indicateur 1.3.1  **Pourcentage de personnes interviewées déclarant être plus averties des questions d’extrémisme violent et de radicalisation à la suite des actions de sensibilisation (ventilé par pays, par sexe, par tranche d’âge) ;** | **0** | **60%** | **0%** | **0%** |  |
| Indicateur 1.3.2  **Nombre de points focaux de l’ONAFAR installés et formés sur leurs tâches, dans la zone d’intervention, (ventilé par payscommune, par type d’acteurs, par sexe, par tranche d’âge)** | **32 Bukina**  **8 points focaux régionaux**  **24 points focaux communaux dont 4 par communes (6 communes )**  **Sexe : Hommmes 32 ,femmes :0 Tranche d’age : 18 a 35 ans : 3**  **De 35 et plus : 29** | **32** | **32** | **8 points focaux régionaux, 24 points focaux communaux dont 4 par communes (6 communes )d’age : 18 a 35 ans : 3, De 35 et plus : 29** |  |
| Indicateur 1.3.3  **Nombre de sessions de formation/information sensibilisation des leaders religieux sur la cohésion sociale et le vivre ensemble organisé** | **01** | **06** | **3** | **03** |  |
|  | Indicateur 1.3.4  **Nombre de leaders religieux formés/ informéssensibilisés sur la cohésion sociale et le vivre ensemble (ventilé par payscommune, par type d’acteurs, par sexe, par tranche d’âge)** | **30** | **60** |  | **30 au bénin, tous agés de plus de 35 ans, aucune femme** |  |
|  | Indicateur 1.3.5  **Nombre de caravanes pour la paix organisé avec les leaders communautaires notamment les jeunes et les femmes (désagrégés par commune);** | **0** | **60** |  | **00** | **la convetion avec le partenaire de mise en oeuvre n'est pas encore opérationnelle** |
|  | Indicateur 1.3.6  **Nombre d’émissions radiophoniques sur des bonnes pratiques de prévention des conflits communautaires et de l’extrémisme violent diffusé** |  | **A déterminer (1 émission hebdomadaire/commune)** |  | **12 émissions radiophoniques sur les bonnes pratiques de prévention des conflits communautaires et de l’extrémisme violent diffusées** |  |
| Produit 1.4  **Un mécanisme transfrontalier d’alerte précoce et d’intervention sur les facteurs de conflits communautaires et les risques de radicalisation et d’extrémisme violent est opérationnel.** | Indicateur 1.4.1  **% de messages d’alerte précoce (prêches radicaux, incitations à la violence, etc.) qui ont reçu un traitement approprié pour prévenir le développement des conflits communautaires, la radicalisation et/ou l’extrémisme violent. (Ventilé par pays, types de message)** | **A déterminer (étude de base)** | **100%** |  | **0%** | **les comités ne sont pas encore tous opérationnel** |
|  | Indicateur 1.4.2  **# de mécanisme transfrontalier d’alerte précoce fonctionnel.** | **0** | **01** |  | **0** | **prévu pour le prochian semestre** |
|  | Indicateur 1.4.3  **# de cadre transfrontalier de concertation entre les communautés de l’espace BBT mis en place** | **0** | **01** |  | **0** | **prévu pour le prochian semestre** |
|  | Indicateur 1.4.4  **# de rencontres du cadre transfrontalier organisées** | **0** | **04** |  | **0** | **prévu pour le prochian semestre** |
|  | Indicateur 1.4.5  **# fora sur les questions liées aux conflits communautaires et les défis communs, organisés avec les femmes, les jeunes et les leaders communautaires dans l’espace transfrontalier BBT. (Ventilé par pays, par groupe de cible, par sexe)** | **0** | **06 (2 fora jeunes, 2 fora Femmes, 2 fora Leaders religieux et coutumiers)** |  | **0** | **la convention avec le partenaire de mise en oeuvre n'est encore opérationnelle** |
|  | Indicateur 1.4.6  **# cadres communaux/départementaux de promotion de dialogue inter-religieux dans mis en place** | **0** | **16 (1 cadre par commune)** |  | **0** | **prévu pour le prochian semestre** |
|  | Indicateur 1.4.7  **# de sessions des cadres communaux/départementaux de promotion de dialogue inter-religieux organisées.** | **0** | **32 (2 sessions par commune/an)** |  | **00** | **prévu pour le prochian semestre** |
|  | Indicateur 1.4.8  **# journées des communautés vivant dans l’espace du projet organisées pour la promotion du dialogue social ;** | **0** | **03** |  | **0** | **prévu pour le prochian semestre** |
| **Résultat 2**  **Les populations les plus vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, sont appuyés pour renforcer leur résilience socioéconomique.** | Indicateur 2.1  **% de jeunes et de femmes affirmant que leurs capacités socio-économiques leur permettent de faire face à l’influence des groupes extrémistes. (Ventilé par pays, sexe, tranche d’âge)** | **0%** | **60%** |  | **0** | **prévu pour le prochian semestre** |
|  | Indicateur 2.2  **% de jeunes et de femmes bénéficiaires affirmant que leurs capacités socioéconomiques se sont accrues grâce aux actions du projet ; (Ventilé par pays, sexe, tranche d’âge)** | **0%** | **80%** |  | **0** | **prévu pour le prochian semestre** |
|  | Indicateur 2.3  **% de jeunes et de femmes qui se sentent mieux impliqués dans les cadres de concertations et dans la gestion de leurs communautés. (Ventilé par pays, sexe, tranche d’âge)** | **A déterminer (étude de base)** | **80%** |  | **0%** | **a apprécier à l'évaluation finale du projet** |
| Produit 2.1  **Les femmes et les jeunes sont plus autonomes à travers l’accès à la formation et le renforcement de leurs capacités à développer des activités génératrices de revenus et à améliorer leur employabilité.** | Indicateur 2.1.1  **% de femmes et de jeunes qui affirment que les actions de renforcement des capacités ont permis d’améliorer leur accès à l’emploi et/ou de développer d’AGR.** | **00%** | **70%** |  | **0%** | **prévu pour le prochian semestre** |
| Indicateur 2.1.2  **# de cartographie des secteurs porteurs dans les zones cibles réalisé** | **01 Burkina** | **01** | **1** | **1** |  |
| Indicateur 2.1.3  **# de jeunes et femmes ayant bénéficiés des sessions d’orientation (désagrégés par pays et par sexe)** | **0** | **320 (Bénin 100, Togo 100 et Burkina 120)** |  | **0** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
|  | Indicateur 2.1.4  **# de personnes formées (ventilé par pays, par thématique, par sexe, par âge)** | **0** | **320 (Bénin 100, Togo 100 et Burkina 120)** |  | **0** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
|  | Indicateur 2.1.5  **# de kits d’installation fournis aux jeunes et aux femmes (par pays et par types)** | **0** | **100 (Togo= 30 kits, Burkina = 30kits, Bénin =40kits )** |  | **0** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
| Produit 2.2  **Les populations des zones d’intervention ont un meilleur accès à l’État civil et la justice.** | Indicateur 2.2.1  **% populations des zones d’intervention, notamment les jeunes et les femmes, qui affirment avoir un meilleur accès aux services d’État civil et de la justice** | **A déterminer (étude de base )** | **70%** |  | **0%** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
| Indicateur 2.2.2  **# de centres secondaires d’Etat civil mis en place par le projet ;** | **0** | **A déterminer** |  | **0** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
| Indicateur 2.2.3  **# de bénéficiaires de documents d’identité ;** | **0** | **au moins 1000** |  | **0** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
| Indicateur 2.2.4  **# de services d’Etat civil bénéficiaires d’équipements informatiques et péri-informatiques** | **0** | **16** |  | **0** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
| Indicateur 2.2.5  **# enfants et adultes vulnérables victimes ou exposés à la traite et au trafic des êtres humains pris en charge.** | **0** | **: 2/3 des cas identifiés à déterminer (étude de base)** |  | **0** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
| Indicateur 2.2.6  **Pourcentage de population de la zone touchée par la vulgarisation ;** | **0%** | **75%** |  | **0%** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
| **Résultat 3**  **La perception de l’insécurité est réduite grâce à un environnement plus sûr** | Indicateur 3.1  **% de personnes enquêtées (civiles et de FDS) qui affirment que la coopération entre les deux camps est satisfaisante dans le cadre de la sécurisation de l’espace BBT, et que les droits humains sont respectés. (Ventilé par pays, par catégorie de personne –civils/SDF, par sexe et par âge)** | **00%** | **80%** |  | **0%** | **A préciser à l'issue de l'évaluation finale** |
| Indicateur 3.2  **% de personnes (civiles/FDS) interrogées qui se sentent physiquement très en sécurité avec leurs familles dans l’espace BBT tout le temps.** | **A déterminer (étude de base)** | **80%** |  | **0%** | **A préciser à l'issue de l'valuation finale** |
| Indicateur 3.3  **Taux de diminution des cas de violation des droits humains par les FDS dans la zone d’intervention de l’espace BBT.** | **A déterminer (étude de base)** | **-50%** |  | **0%** | **A préciser à l'issue de l'évaluation fianle** |
| Produit 3.1  **La confiance mutuelle et la coopération entre les populations, les autorités et les FDS sont renforcées à travers des mécanismes de dialogue permanents.** | Indicateur 3.1.1  **% de personnes interviewées dans la zone d’intervention BBT qui affirment que les mécanismes de dialogue instaurés ont contribué à renforcer la confiance mutuelle et la coopération entre les populations, les autorités et les FDS** | **0%** | **80%** |  | **0%** | **A préciser à l'issue de l'évaluation fianle** |
| Indicateur 3.1.2  **Taux d’augmentation de l’utilisation des services de santé des FDS par les personnes civiles dans la zone d’intervention BBT ;** | **0%** | **30%** |  | **0%** |  |
| Indicateur 3. 1.3  **# de journées portes-ouvertes organisé, sur les rôles et missions des FDS au profit des populations** | **0** | **32 (1/commune/an)** |  | **0%** |  |
| Indicateur 3.1.4  **# de journées de cohésion sociale organisé, entre les populations civiles et FDS (Par pays, types d’activités réalisées)** | **0** | **32 (1/commune/an) selon les pays d’intervention** |  | **0%** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
| Indicateur 3.1.5  **# d’activités d’intérêt public pilotés par les FDS au profit des populations ;** | **00** | **32 (1/commune/an)** |  | **0%** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
| Produit 3.2  **La perception des communautés de la sécurité des personnes et des biens dans les lieux publics à risques de l’espace BBT est amelioree grâce a l’éclairage public .** | Indicateur 3.2.  **% personnes interrogées qui expriment leur satisfaction par rapport aux actions de sécurisation des lieux publics à risques de l’espace BBT** | **0%** | **80%** |  | **0%** |  |
| Indicateur 3.2.1  **Nombre de lieux publics avec un besoin en matière de sécurité identifiés. (Ventilé par pays)** | **25 Benin**  **03 Togo** | **16, au moins un lieu/commune** |  | **28 dont 25 au Bénin et 3 au Togo** | **Activités prévue pour le prochain semestre au Burkina faso** |
| Indicateur 3.2.2  **# de kits solaires acquis pour éclairage publiques (Ventilé par pays)** | **A déterminer** | **A déterminer** |  | **0** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |
| Indicateur 3.2.3  **# d’espaces publiques éclairés par des kits solaires, à travers des activités de cash** | **0A déterminer** | **A déterminer** |  | **0** | **Activités prévue pour le prochain semestre** |